



23 septembre 2011

**Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur les
services de communications mobiles à bord des navires
naviguant dans les eaux territoriales françaises – Conditions
d'utilisation des fréquences**



A titre liminaire, SFR remercie l'ARCEP de lui offrir l'opportunité de participer à la réflexion sur la transposition en France du cadre européen harmonisé d'utilisation de fréquences pour des systèmes fournissant des services de communications mobiles à bord des navires dans les eaux territoriales de l'Union européenne (services MCV).

SFR soutient ce dispositif d'harmonisation des conditions techniques et juridiques en matière de services MCV qui permettra aux consommateurs et aux utilisateurs professionnels de bénéficier d'une connectivité mobile continue tout en offrant de nouvelles perspectives économiques aux fournisseurs de ces services qui, parce qu'ils bénéficieront d'une sécurité juridique renforcée, pourront plus facilement offrir des services novateurs dans ce domaine tels que le télé contrôle des conteneurs entreposés à bord.

Si SFR n'est pas présent sur ce marché en tant qu'offreur, l'adoption de nouvelles règles dans ce domaine emporte néanmoins des conséquences directes sur sa situation d'exploitant de réseaux radioélectriques mobiles.

Le projet de décision de l'ARCEP constitue une transposition fidèle du cadre communautaire. Ceci étant précisé, ce texte appelle de la part de SFR trois commentaires, qui s'articulent principalement autour de (i) la soumission de l'utilisation du spectre radioélectrique pour la prestation de services MCV à des autorisations générales (ii) la vigilance et la surveillance attendue tant de la part de l'ARCEP que de l'ANFR pour prévenir et régler les cas d'interférence et/ou de brouillage que pourrait générer l'exploitation de systèmes MCV, leur survenance constituant une atteinte grave aux intérêts des exploitants de réseaux mobiles terrestres et (iii) l'impact de l'introduction de la technologie LTE dans la bande 1800 MHz.

(i) Soumission de l'utilisation du spectre radioélectrique pour la prestation de services MCV à des autorisations générales

Le choix de soumettre l'utilisation du spectre à des autorisations générales repose sur le postulat que le risque de brouillage occasionné par l'exploitation des systèmes MCV serait négligeable¹.

Pour cette raison, le recours à des autorisations générales devrait, selon la recommandation 2010/167/UE du 19 mars 2010, être « *en principe* » privilégié par les états membres².

SFR ne partage pas totalement l'approche, reprise par le projet de décision de l'ARCEP, qui consiste à privilégier systématiquement le recours à des autorisations générales en prenant pour acquis que les cas de brouillages seront négligeables dans la mesure où, notamment, la couverture offerte par les réseaux mobiles terrestres serait « *nulle* » ou « *inexistante* » au-delà de deux milles marins³.

Outre le caractère inexact d'un tel constat concernant SFR (cf. *infra*), le cadre juridique communautaire prévoit deux modalités distinctes permettant de rendre l'utilisation du spectre plus flexible : l'un repose sur

¹ Considérant 12 de la recommandation 2010/167/UE du 19 mars 2010.

² Considérant 12 de la recommandation 2010/167/UE du 19 mars 2010.

³ Considérant 5 de la décision 2010/166/UE du 19 mars 2010.



l'utilisation d'autorisations générales, l'autre sur le renforcement des autorisations individuelles et l'introduction de mécanismes de marché⁴.

L'article 5 de la Directive 2002/20/CE dite « Directive Autorisation » et l'article 9 de la Directive 2002/21/CE dite « Directive Cadre » autorisent en effet expressément l'octroi d'autorisations individuelles, lesquelles peuvent faire l'objet de cessions ou de locations, pour « éviter » tout risque de brouillage à titre préventif.

L'octroi d'autorisations individuelles respecterait à la fois le principe de précaution qui devrait prévaloir en ce domaine et protégerait efficacement les intérêts des exploitants de réseaux mobiles terrestres dont les droits d'utilisation de fréquences se voient grevés par ce qui pourrait être interprété, sur le plan juridique, comme une servitude.

Pour cette raison, SFR regrette que l'alternative des autorisations individuelles flexibles ait été écartée.

Enfin, SFR tient à préciser que les autorisations d'utilisation de fréquences dont il est titulaire⁵ couvrent le territoire métropolitain, qui comprend les eaux territoriales françaises. Les cellules de SFR couvrent quant à elles la très grande majorité des côtes françaises, y compris les eaux territoriales à l'intérieur de la zone des douze milles nautiques.

Dans la mesure où deux systèmes de communications électroniques distincts – celui des exploitants de réseaux radioélectriques mobiles nationaux et des fournisseurs de services MCV – sont autorisés, sur une zone géographique identique (eaux territoriales françaises), et sur une même bande de fréquences, **SFR estime qu'ils devraient être tous deux soumis au paiement des redevances d'utilisation de fréquences prévus par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007. Une dérogation à ce principe serait susceptible d'engendrer, du point de vue de SFR, une distorsion de concurrence.**

(ii) Rôle de l'ARCEP et de l'ANFR dans la prévention et la gestion des problèmes d'interférence

SFR attend une vigilance particulièrement soutenue de la part de l'ARCEP et de l'ANFR dans la prévention et la gestion des problèmes d'interférence que serait susceptible d'occasionner l'exploitation des systèmes MCV.

A ce titre, l'ANFR devrait faire pleinement usage des pouvoirs de police qui lui sont conférés par l'article 43 de l'ordonnance n° 2011-1012 du 24 août 2011 relative aux communications électroniques pour permettre une gestion rapide et efficace des cas de brouillage.

SFR note que le projet de décision pourrait être utilement complété par les modalités selon lesquelles l'ARCEP entend effectuer le « suivi de l'utilisation des bandes de fréquences de 900 MHz et de 1800 MHz

⁴ L'article 9ter, paragraphe 1 de la Directive 2002/21/CE dite « Directive Cadre » dispose en effet que « Les États membres veillent à ce que les entreprises puissent céder ou louer à d'autres entreprises conformément aux conditions relatives aux droits d'utilisation des radiofréquences et conformément aux procédures nationales leurs droits individuels d'utilisation de radiofréquences dans les bandes pour lesquelles ce cas de figure est prévu dans les mesures d'applications adoptées conformément au paragraphe 3 ».



par les systèmes fournissant des services MCV dans leurs eaux territoriales, notamment en ce qui concerne la validité constante de toutes les conditions énoncées à l'article 3 de la présente décision et les cas de brouillage préjudiciable » exigé par l'article 4 de la décision n° 2010/166/UE du 19 mars 2010 de la Commission afin de permettre le réexamen éventuel du dispositif « notamment en ce qui concerne les interférences nuisibles réelles ou potentielles »⁶ et souhaiterait disposer d'informations précises sur les moyens que l'ANFR et l'ARCEP prévoient de mettre en œuvre pour la surveillance du spectre dans les eaux territoriales, la prévention et la gestion des problèmes de brouillage.

(iii) Impact sur les systèmes MCV de l'utilisation à venir de la technologie LTE dans la bande 1800 MHz

SFR tient d'ores et déjà à attirer l'attention de l'ARCEP sur l'introduction prochaine de la technologie LTE dans la bande 1800 MHz dont les rapports de protection sont sensiblement différents des systèmes GSM/UMTS visés par le cadre communautaire, basé sur les études techniques menées à la CEPT (rapport ECC 122 du 22 septembre 2008).

Au vu de la rupture technologique majeure que constitue la technologie LTE, SFR souhaite que l'impact de son utilisation soit évalué par l'ARCEP pour qu'un réexamen des conditions techniques visées dans l'annexe de la décision 2010/166/UE du 19 mars 2010 puisse intervenir rapidement le cas échéant, le considérant 12 de la décision stipulant expressément que « [...] *vu l'évolution rapide de la situation en matière de spectre radioélectrique, les administrations nationales doivent, dans la mesure du possible, contrôler l'utilisation du spectre radioélectrique par les équipements destinés aux services MCV de façon à permettre un réexamen efficace de la présente décision. Ce réexamen doit tenir compte de l'évolution technique et consister à vérifier que les hypothèses initiales concernant le fonctionnement des services MCV sont toujours valables* » (soulignement ajouté).

*

*

*

⁵ Décisions n°06-0140 modifiée par 08-0228 et 10-0399 ; 01-0647 et 10-0633.

⁶ Point 15 de la recommandation 2010/167/UE du 19 mars 2010.